
LE POINT DU JOUR,

OU

RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille
à l'Assemblée Nationale.

N^o. XCI.

Du Dimanche 27 Septembre 1789.

Tous nos riches sont pauvres, disoit-il il y a quelques jours M. Dupont ; & nous pouvons dire aujourd'hui, tous nos pauvres sont généreux. Un cultivateur de Touraine a porté 24 livres au trésor national ; un domestique nommé Carré a donné 48 livres avec engagement de payer 12 livres par an pendant les deux années prochaines. Un citoyen de Bourgogne a fait don d'un contrat de rente de 198 livres ; M. Monneron de Launay, plus riche, a porté 1000 liv.

M. Gervais, médecin, a devancé le décret de l'assemblée en offrant cent louis, quart de son revenu, & l'assemblée l'a invité à assister à sa séance.

Le même honneur a été justement accordé aux comédiens françois, qui dans ces temps malheureux ont porté à la caisse nationale l'offre de 2300 livres, payables au mois de janvier prochain. La France avoit admiré il y a quelques années les preuves de leur bienfaisance envers une

Tome III.

L

héritière indigente du nom de Corneille ; l'assemblée nationale applaudit aujourd'hui aux preuves de générosité qu'ils viennent de donner à la patrie malheureuse.

Après la lecture du procès-verbal de la veille, M. Goulard, curé de Provence & *congruiste*, a demandé que l'article du décret des impositions fût révoqué quant à l'espèce d'exception accordée aux curés *congruistes* : « Si des payfans pauvres & chargés d'enfans, disoit-il, payent des impositions, pourquoi des curés & des vicaires qui sont plus aisés que les pères de famille, échapperoient-ils à toute contribution ». Il y avoit encore une considération majeure prise, de ce qu'au moment où l'on détruisoit des privilèges, il étoit souverainement impolitique d'en établir d'un autre espèce.

Plusieurs curés ont adhéré à cette réclamation ; & les voix ayant été prises, l'assemblée a accepté la renonciation pure & simple faite par les curés aux privilèges résultans pour les *congruistes* du décret de la veille. Qui peut, en effet, se soustraire au paiement des charges publiques, sur-tout dans la crise affreuse où l'état se trouve.

Telle est l'idée affligeante à laquelle le rapport du comité des finances nous a ramenés de plus fort. M. de Montesquiou Fézensac, après avoir résumé le mémoire du premier ministre des finances, lu à l'assemblée dans la séance du 23, a dit que le comité des finances, placé au milieu des détails de la fortune publique, a vu la nécessité urgente de prendre un *grand parti*, & qu'il avoit obtenu à peu près les mêmes résultats sur le montant du *déficit* que celui du ministre ; que les quatre causes qui avoient produit la pénurie du trésor public, pénurie incalculable dans la somme comme dans les effets, obligeoient la nation à des grands sacrifices.

Arrêtons nos idées, disoit M. le rapporteur.

La gabelle produisoit à la ferme générale 58 millions 500 mille livres.

Les aides & droits réservés produisent à la régie générale 50 millions 220 mille livres.

Le premier est proscrit.

Le second pèse sur les provinces.

Le remplacement de ces impôts odieux se porte à 109 millions.

Les créanciers de l'état n'aperçoivent plus des gages solides. Quelles bases voulez-vous leur donner.

Les différens travaux du comité ont assuré une réductions certaine de 48 millions 502 mille livres sur les dépenses de l'état.

Il faut un revenu de 205 millions pour acquitter les dépenses des divers départemens, maison du roi & objets de l'administration royale, en laissant la consistance & la dignité qui convient à une grande nation.

Il faut déléguer à une caisse nationale l'impôt territorial, la capitation & la somme de remplacement des aides & gabelles.

Les sommes à déterminer, pour la caisse nationale, sont l'intérêt de la dette, y compris les anticipations, — 240 millions. Les divers départemens confiés à l'administration des provinces, — 29 millions. Totalité de l'intérêt de la dette & de l'administration des provinces, — 269 millions.

A rejeter 1 millions 800 mille livres, intérêt des anticipations. Par ce moyen, la somme nécessaire à la caisse nationale pour remplir ses engagements, sera de 253 millions.

Mais comme les revenus affectés à la dépense du gouvernement ne monte qu'à 185 millions, & qu'il en faut 205; la caisse nationale aura à fournir 20 millions au roi. Ainsi la base certaine est de 273 millions,

Les contributions actuelles que nous destinons à la caisse nationale, sont tous les vingtièmes, les tailles : la capitation de tout le royaume monte à 182 millions.

Les gabelles & les aides 109 millions.

Total 291 millions.

Les besoins publics demandent un revenu de 273 millions. Dans l'état actuel, ils montent à 291 millions ; il est donc 18 millions au-dessus des besoins.

Pour remplacer les aides-gabelles & droits réservés qui se portent à 109 millions ; vous n'aurez besoin que d'une contribution de 91 millions ; vous pourrez alléger les charges du peuple de 18 millions. . . . Vous pourrez faire tourner à son profit la contribution actuelle des privilégiés, sans compter les ressources des domaines & autres biens qui n'échapperont pas à votre sagesse.

D'après cet aperçu abrégé, le premier acte du corps législatif est de décréter que l'imposition territoriale ou personnelle ; ou telle autre qui sera mise sur les peuples en représentation de la taille, capitations, vingtième, aides-gabelles, sera portée à 273 millions répartis également sur tous les citoyens, & destinés après défalcation de 20 millions portés au trésor royal pour la dette publique & l'administration des provinces.

Vous serez par ce moyen assurés de l'avenir, mais il faut l'atteindre. Le trésor public est vuide, il faut 80 millions cette année, autres 80 millions pour 1790 : 250 millions d'anticipations qu'il faut anéantir absolument. Ces sommes réunies composent un total de 435 millions.

Cette masse effrayante égale presque les revenus de l'état d'une année entière, mais un recouvrement subit seroit le salut de l'état ; les jours de détresse seroient tout d'un coup transformés en des jours de prospérité, dont chaque citoyen rapporteroit la date à la régénération de l'état & de la liberté ; ce sera le dernier effort de la nation.

Le comité a adopté ce qu'a proposé M. Necker, la remise du quart du revenu, pour atteindre également tous les citoyens. Convenons inviolablement que nous ne souffrirons pas qu'une telle entreprise échoue, nous allons nous livrer à tout ce que le patriotisme peut inspirer. Un gage particulier sera affecté à l'emprunt ; ce gage sera dans les biens fonds ; le clergé offrira une sûreté & un gage pour quinze millions, s'il le faut.

Ici M. l'évêque de Rhodéz seul s'est levé M. le rapporteur a continué de louer la partie du plan de M. Necker sur l'emploi de la vaisselle d'argent & sur le projet de banque nationale. Un peuple libre, a-t-il dit en finissant, ne connoît pas d'obstacle dont l'amour de la patrie ne le fasse aisément triompher.

Après ce rapport, quelques membres ont demandé de prendre connoissance des réductions arrêtées. M. de Montesquieu a lu l'aperçu du comité sur cet objet, dont la totalité se porte à 48,502,000 livres.

Il est impossible de délibérer quand il faut prendre la résolution la plus importante, a dit M. de Mirabeau. Votre très-pieuse politique ne peut pas vous permettre de vous rendre responsable envers la nation, d'un système que vous n'avez pas le temps d'examiner & de former. Vous n'avez que des idées hypothétiques, & le gouvernement n'a pas permis jusqu'ici d'en avoir d'autres. J'ose croire que la confiance illimitée que la nation a accordée au premier ministre des finances, vous autorise de lui accorder, dans l'imminence des dangers, la même confiance illimitée. Consultons textuellement à ce que le premier ministre des finances nous demande : je pense qu'aux yeux de l'Europe & de la nation, quelque soit l'événement, nous en serons absous.

La patrie est menacée, disoit M. de Virieux, au mo-

ment que l'incendie va tout dévorer , votons tous pour le salut de la patrie.

Un grand nombre de membres se sont levés par élan de patriotisme , sans doute , car rien n'est moins susceptible d'être délibéré par acclamation qu'un plan ou projet de finances.

Admirez votre mouvement de générosité , a dit M. le président ; mais il faut délibérer , & il a lu une rédaction ainsi conçue « L'assemblée nationale , frappée de l'urgence des circonstances , décrète un subside extraordinaire du quart du revenu de chaque citoyen , & renvoie le mode au pouvoir exécutif ».

Je consens à ce don pour mon compte particulier , s'est écrié un noble de Franche - Comté ; mais je ne peux prendre cet engagement au nom de mes commettans , sans les consulter. Le mode du subside doit être renvoyé aux assemblées provinciales.

Ici M. de mirabeau a repris la parole sur la forme nationale qu'on devoit donner au décret. Je demande , a-t-il dit , que votre résolution soit prise sans discuter ultérieurement sur ces fonds , mais que la rédaction soit faite avec soin pour qu'elle soit digne de vous.

« La justice doit passer avant l'enthousiasme , a observé M. le baron de Gessé ; le premier ministre des finances nous a proposé l'imposition du quart du revenu net de chaque citoyen ; personne ne doute moins que moi de ses lumières , & de ce que peut faire le Français ; mais nous avons souvent remarqué que les efforts , souvent héroïques , ne sont jamais que le produit de sa confiance ; s'il est une nation qui , dans la paix & dans la guerre , soit tout par la confiance , & rien sans elle , c'est assurément la nôtre.

» Quelle sera la détermination de nos commettans , lorsque , sans préjudice des impôts futurs , ils se verront de-

mander le quart de leur revenu , lorsque le peuple qui ne calcule point , s'étoit imprudemment flatté d'une diminution dans ses charges? Lorsque l'on craindra que de vingt millions de pensions , faites par la cour , au lieu d'en être supprimé quinze sur vingt , il n'en soit supprimé que cinq; lorsqu'ils ne verront point supprimée la haute finance & tous les frais immenses de régie; le François fera ce sacrifice, & bien d'autres pour sa patrie , mais il voudra être assuré que sa patrie sera bonne , qu'elle ne fera plus la patrie des plus insolens abus.

» Il s'en faut bien, messieurs, que ce quart de revenu, fût-il accordé, n'amenât pas les plus grands retards dans le paiement; il sera peut-être impossible; ceux qui connoissent les provinces vous diront combien l'argent y est rare; que le cultivateur y a à peine vendu sa récolte, qu'il est obligé d'employer une grande partie de son produit en frais de nouvelle exploitation; que, par cette raison ou par d'autre, il en est peu qui ne soit obéré; qu'il n'y a peut-être pas en France deux cents mille particuliers qui aient le quart de leur revenu net disponible. Si vous le demandez à l'amiable, beaucoup se croiront fondés, sur leur détresse, à ne pas vous l'envoyer; si vous en voulez forcer le paiement, je vous prie de considérer que jusqu'à ce que la nation soit heureuse, il sera imprudent de lui commander autre chose que ce qu'elle voudra.

» Il faut des moyens prompts, des moyens possibles; nous rongirions devant ceux qui nous ont honorés de leur confiance, si, avant de leur demander des devoirs nécessaires, nous ne frappions pas sur des richesses immenses, des richesses *mortes*, des richesses dont le remplacement se fera presque sans aucun frais. Ces richesses sont, l'argenterie de toutes les églises ou monastères de France; de ces trésors qui en mériteront véritablement le nom, s'ils

sont employés à épargner l'obole du pauvre, & à solder notre liberté.

» Un habile calculateur fait monter l'argent orfèvre du royaume à *un milliard*, ce qui est assurément le calcul le plus modéré; évaluons que l'argenterie des églises compose seulement le *septième* de cette somme, & je crois encore ne pas exagérer, voilà une somme de plus de cent quarante millions; il n'est pas besoin de vous faire sentir l'avantage d'une pareille somme dans un pareil moment.

» Ce n'est pas devant une assemblée aussi éclairée qu'il est besoin d'exercer une pareille émotion; si un conseil honteux pouvoit sauver la nation française, je dirois, il lui appartient de périr; mais notre respect pour l'être suprême ne sera point douteux. Son luxe est dans la magnificence de la nature qu'il a ordonné pour nos besoins, & non dans les présens mesquins de la vanité des hommes. »

Nous avions prévu dans notre dernier numéro que cette demande ne pouvoit manquer d'être faite dans l'état de pénurie où se trouve le trésor public.

Les anciens peuples gémissaient sous le despotisme, lorsque leurs tyrans dépouilloient les temples & les statues des dieux; quel contraste! La liberté est rappelée, lorsque les bons citoyens veulent aujourd'hui faire servir des richesses oisives au soulagement des citoyens appauvris. Aussi M. l'archevêque de Paris a dit que plusieurs fois l'on avoit vu l'église concourir à son dépouillement pour venir au secours des pauvres & de l'état. Les circonstances malheureuses dans lesquelles la France se trouve, déterminent plusieurs d'entre nous à consentir à la proposition qui a été faite, & à offrir à l'assemblée nationale de concourir au soulagement de l'état par le sacrifice de toute l'argenterie des églises, excepté ce qui sera nécessaire à la décence

du service divin ; ce qui pourroit être réglé par les évêques, les curés & les municipalités.

Il faut un décret exprès de l'assemblée pour autoriser la vente de ces objets, a dit M. Gloiren. Les évêques ni le clergé n'ont pas le droit d'en disposer, puisqu'ils ne leur appartiennent pas.

M. Pélaque proposoit de faire donner aux églises des reconnoissances du produit de la fonte de ces effets, avec l'intérêt à 4 pour 100 au profit des pauvres.

M. le président a lu un arrêté fait à ce sujet, mais s'étant élevés quelques difficultés sur le temps de la rédaction, cette utile délibération a été différée ; & s'est évanouie devant l'intérêt majeur du plan donné par le ministre des finances.

C'est sur ce dernier objet que les débats se sont tournés. M. le vicomte de Miraudeau observoit qu'on étoit le maître de faire ses honneurs & non ceux de ses commettans ; qu'il étoit impossible que les siens paient une contribution aussi forte ; qu'ils avoient défendu tout emprunt, tout impôt avant la constitution ; qu'on ne pouvoit pas abandonner au pouvoir exécutif seul le mode de la perception ; que l'on devoit examiner & discuter le plan proposé ; que c'étoit enfin un piège pour la gloire du premier ministre des finances, à qui l'on cherchoit à faire perdre en un jour tout le crédit que sa popularité lui avoit acquise en tant d'années.

Un autre membre vouloit qu'on mit que l'impôt nouveau seroit volontaire & patriotique.

M. Despremenil trouvoit impossible qu'on se livrât à une discussion approfondie des vues du ministre ; il vouloit qu'on les adoptât *sans éloge, sans blâme & sans prévoyance*, ce qui a paru bien étrange de la part d'un homme aussi prévoyant ; car il disoit, si le succès couronne ce plan,

l'éloge en fera du à son auteur , autrement nous n'en aurons pas la défaveur. Il faut donc que l'assemblée , après avoir pris en considération les motifs du premier ministre , reprenne les propositions & les transforme en décret , qui sera représenté de suite à la sanction royale.

M. le marquis de Toulangeon insistoit à ce que les articles de la constitution , déjà arrêtés , fussent portés au roi en même temps que le décret nouveau , pour être signé à la fois , & que les domaines du roi & autres domaines des corps fussent assignés comme des bases du crédit public.

M. de Mirabeau a encore repris la parole pour assurer que le crédit de l'assemblée lui paroissoit plus essentiel que celui d'un mortel quelconque ; & il a proposé qu'on décrêtât en même temps une adresse aux commettans , pour leur dire tout ce que le patriotisme paroissoit exiger.

M. de Bousmard proposoit de faire racheter les dîmes par les décimables , & de faire ainsi rentrer dans le trésor public une somme immense sans attaquer les revenus des particuliers. Il pensoit qu'il en reviendrait 200 millions au trésor public dans la première année. Il évaluoit le capital du rachat à 1750 millions ; & il espéroit que dans huit années la France seroit délivrée d'une foule d'impôts. Il proposoit encore d'autres moyens pour éviter le plan proposé par le premier ministre , & adopté par le comité des finances.

Il paroît que M. de Bousmard avoit oublié que les dîmes sont abolies & non pas rachetables. Quoiqu'il en soit , des débats très-orageux & très-longs se sont élevés ; alors divers membres , pour écarter la contribution nouvelle qui effrayoit , ont proposé que la nation mit en vente les domaines , ceux du clergé , & des corporations du royaume comme des objets immenses & assurés , seuls capables d'éteindre la dette publique & de fonder un grand crédit.

Mais ces projets ont été peu entendus ; on croyoit sans

Toutefois que cette aliénation ne présente qu'une ressource trop éloignée dans les circonstances actuelles ; & pour les besoins impérieux du moment, ne semble-t-il pas que du papier mis en circulation pour une somme très-inférieure à la valeur de tous ces domaines, auroit pu procurer du numéraire, aussi promptement que la contribution bien forte du quart des revenus ? mais c'est un problème que résoudront les grands financiers.

M. de saint-Fargeau, pour concilier les diverses opinions a proposé avec beaucoup de chaleur, de remettre la discussion à lundi, & de voter sur le champ le sacrifice du quart du revenu pour tous les membres de l'assemblée, quand nous aurons donné cet exemple patriotique : disoit-il, Paris & Versailles préviendront votre décret, & des sommes immenses vont paroître. J'offre pour ma part le quart de tous mes revenus.

On a applaudi à ce plan généreux, & après quelques débats sur des amendemens de l'arrêté proposé, M. de Mirabeau reprenant encore la parole, a entraîné tous les esprits par un mouvement incroyable d'éloquence, lorsqu'il a peint toutes les horreurs de la banqueroute qui menaçoit l'état, & la nécessité d'adopter de confiance le plan de M. le directeur général des finances, sans autre examen.

« On vous répétoit, il y a quelques jours, s'écrioit-il, Catilina est au portés de Rome & vous voulez délibérer ; alors cependant il n'y avoit pas de Catilina. Mais aujourd'hui la banqueroute est à nos portes & vous délibérez. »

Des applaudissemens réitérés ont récompensé l'orateur. On est allé aux voix sur quelques amendemens.

Voici le décret qui a été adopté après un appel nominatif commencé à cinq heures & demie : » vu l'urgence des circonstances, & oui le rapport du comité des finances, l'assemblée nationale accepte de confiance le plan de M. le directeur général.

Quelques uns vouloient qu'on mit , accepté sans discussion , cet amendement a été rejeté.

Quelques autres demandoient qu'on ajoutât ces mots , *sur la contribution patriotique*. Il a été décidé qu'il n'y avoit lieu à délibérer.

On avoit proposé auparavant qu'il n'y avoit pas lieu à délibérer sur le mot *volontaire* qu'on vouloit ajouter aux mots *contribution patriotique*.

La séance ayant duré depuis neuf heures du matin , jusqu'après sept heures du soir ; il a été impossible de rédiger la séance de vendredi au soir , relative au décret des *impositions* que nous donnerons demain.

A V I S.

N. B. MM. les Souscripteurs , dont l'abonnement finit au quatre-vingt-dixième numéro , sont priés de renouveler , & de rapporter le numéro de leur souscription , qui se trouve sur l'enveloppe du Journal.

On souscrit , à Paris , chez C U S S A C , Libraire , au Palais-Royal. N^{os}. 7 & 8 , & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement , de 30 numéros , est de 6 liv. pour Paris , & de 7 l. 10 s. , franc de port dans tout le royaume. Le quatrième abonnement commencera au quatre-vingt-onzième numéro , & finira au cent-vingtième ; on est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent , sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.